ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles, le 17 septembre 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant règlement de la composition et du fonctionnement du comité consultatif auprès de la Société nationale des chemins de fer belges", a donné le 4 novembre 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 17 september 1991 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de samenstelling en de werking van het raadgevend comité bij de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen", heeft op 4 november 1991 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

Le texte néerlandais de l’alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Dispositif.

Article 1er.

1. Il convient, conformément à l’usage, de remplacer les tirets par une numérotation en 1°, 2°, 3° ...

2. Il y a lieu d’écrire, dans la version française, aux troisième, septième et huitième tirets devenant 3°, 7° et 8° : "... sur la proposition ...".

3. Il est surprenant que la Société nationale des chemins de fer belges ne soit pas représentée au sein du comité consultatif ou, à tout le moins, qu’un système associant ladite société aux travaux de ce comité ne soit instauré.

4. La disposition en projet prévoit la nomination de membres "représentant" divers milieux.

L’article 47, § 1er, alinéa 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, confère au Roi le pouvoir de régler, par arrêté délibéré en conseil des ministres, la composition et le fonctionnement du comité consultatif auprès de la Société nationale des chemins de fer belges, sans autre précision.

Dans le système adopté par l’auteur de l’arrêté en projet, les membres sont, en réalité, nommés librement par le ministre, à l’exception de ceux qui sont désignés par des personnes de droit public, des institutions ou des organisations déterminées. Cette liberté de choix laissée au ministre ne permet pas l’utilisation du terme "représentant" aux 1°, 4°, 5°, 6° et 8°, où il faut écrire : "membres représentatifs des", étant entendu que le ministre devra s’assurer de la représentativité des personnes choisies.

5. Au 7°, il faut écrire : "... de l’Union des villes et communes belges;".

6. Aux 9°, 10°, 11°, 12° et 13°, le texte en projet prévoit que des membres représentent des ministres ainsi que les régions.

Mieux vaut écrire :

"... un membre désigné par ...;".

En outre, en ce qui concerne les membres désignés par les régions, il doit être entendu que celles-ci ne seront pas tenues de désigner des membres et que l'absence des membres qu'elles auraient désignés n'affectera pas la régularité des réunions. En effet,

> "l'autonomie établie par le Constitution ou en vertu de celle-ci, dont l'Etat, les Communautés et les Régions disposent dans les limites de leurs compétences, s'oppose en principe à ce que le législateur ordinaire puisse obliger les Exécutifs à prêter leurs concours à une tâche de l'autorité nationale ou à déléguer des représentants au sein d'organes consultatifs nationaux. Les dispositions relatives à cette collaboration - qui n'ont dès lors d'effet que dans la mesure où les Exécutifs concernés sont disposés à y donner suite -ne peuvent par conséquent être conçues de manière telle que leur respect ou leur inobservation s'accompagnent d'effets juridiques qui lieraient de quelque manière que ce soit l'autorité nationale. Le refus éventuel des Exécutifs de désigner des délégués - pour quelque motif que ce soit - ne peut, en d'autres termes, contrecarrer la délibération valable"

de tels organes consultatifs (1).

Par ailleurs, aux 11° à 15°, il serait préférable d'écrire :

"11° une membre désigné par l'Exécutif flamand;

12° un membre désigné par l'Exécutif régional wallon;

13° un membre désigné par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale;

14° un membre désigné, en son sein, par le Conseil national supérieur des handicapés;

15° un membre désigné, en son sein, par le conseil d'administration de la Poste".

Article 2.

1. L'alinéa 1er doit être rédigé comme suit :

"Art. 2. Le président du comité est nommé par Nous. Les autres membres sont nommés par le ministre qui a les Communications dans ses attributions".

---

(1) Avis du Conseil d'Etat du 24 avril 1990 sur un avant-projet de loi organisant l'agréation des entrepreneurs (Doc. parl., Sénat, 1990-1991, 1067/1).

2. A l'alinéa 2, le nombre de membres, y compris le président, est pair. Le président ne peut, dès lors, être excepté de la répartition linguistique. Il faut donc omettre les mots "à l'exception éventuellement du président", et écrire : "y compris le président".

3. L'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Le président ne peut exercer d'activité habituelle dans le commerce ou l'industrie; il est choisi en raison de sa compétence en matière de services fournis par la Société nationale des chemins de fer belges".

Article 3.

Le texte suivant est proposé pour cette disposition :

"Art. 3. La Société nationale des chemins de fer belges assure le secrétariat du comité".

Article 4.

1. La disposition en projet prévoit que :

> "Le comité consultatif établit son règlement d'ordre intérieur et communique celui-ci au Ministre des Communications et au président du Conseil d'administration de l'entreprise".

Suivant l'article 47, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 21 mars 1991 précitée :

> "Le Roi règle par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la composition et le mode de fonctionnement du Comité".

C'est donc au Roi qu'il revient d'établir les règles de fonctionnement du comité. Il ne peut, pour l'établissement d'un règlement d'ordre intérieur, qui doit comporter l'essentiel des règles de fonctionnement du comité consultatif, subdéléguer son pouvoir au comité.

L'arrêté en projet doit, dès lors, être complété par des dispositions dans lesquelles le Roi fixe lui-même les règles essentielles de fonctionnement du comité.

C'est à cette condition que l'article 4 peut être maintenu, puisque le règlement d'ordre intérieur se bornerait, en ce cas, à régler des questions de détail.

2. A la fin de l'article 4, on écrira : "... du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer belges".

Article 5.

La disposition serait plus simplement rédigée comme suit :

"Art. 5. Le président peut inviter des experts aux réunions".

Article 6.

La disposition doit être rédigée comme suit :

"Art. 6. Notre ministre qui a les Communications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté".

Aanhef.

In het eerste lid schrijve men "inzonderheid op artikel 47".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. Overeenkomstig hetgeen gebruikelijk is dienen de streepjes vervangen te worden door een nummering met 1°, 2°, 3° ...

2. Na het derde, zevende en achtste streepje, die 3°, 7° en 8° worden, schrijve men in de Franse tekst "sur la proposition ...".

3. Het is vreemd dat de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen niet vertegenwoordigd is in het raadgevend comité of, op zijn minst, dat geen regeling wordt ingevoerd waarbij de genoemde maatschappij betrokken wordt bij de werkzaamheden van dat comité.

4. De ontworpen bepaling voorziet in de benoeming van leden die verschillende kringen "vertegenwoordigen".

Artikel 47, § 1, tweede lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige econo-

mische overheidsbedrijven, verleent aan de Koning de bevoegdheid om, bij een in ministerraad overlegd besluit, de samenstelling en de werking te regelen van het raadgevend comité bij de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, zonder andere verduidelijking.

In de regeling die de steller van het ontworpen besluit heeft ingevoerd worden de leden in werkelijkheid vrij benoemd door de minister, met uitzondering van diegenen die worden aangewezen door bepaalde publiekrechtelijke rechtspersonen, instellingen of organisaties. Door die keuzevrijheid van de minister kan in de bepalingen onder 1°, 4°, 5°, 6° en 8° het woord "vertegenwoordigen" niet worden gebruikt en schrijve men "leden die representatief zijn voor", met dien verstande dat de minister zich zekerheid zal moeten verschaffen omtrent de representativiteit van de gekozen personen.

5. In 7° schrijve men : "... van de Vereniging van Belgische steden en gemeenten;".

6. In de bepalingen onder 9°, 10°, 11°, 12° en 13° stelt de ontworpen tekst dat sommige leden de ministers alsmede de Gewesten vertegenwoordigen.

Het zou beter zijn te schrijven :

"... een lid aangewezen door ...;".

Bovendien moet er, wat de door de Gewesten aangewezen leden betreft, van uitgegaan worden dat de Gewesten niet verplicht zijn leden aan te wijzen en dat de afwezigheid van de leden die zij zouden hebben aangewezen geen invloed heeft op de regelmatigheid van de vergaderingen. Immers,

> "de door of krachtens de Grondwet gevestigde autonomie die respectievelijk de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten binnen hun eigen bevoegdheidssfeer hebben, (vormt) een principieel beletsel voor de gewone wetgever om de Executieven te verplichten hun medewerking te verlenen aan een nationale overheidstaak of om vertegenwoordigers in nationale adviesorganen af te vaardigen. Voorschriften in verband met die medewerking - die derhalve enkel uitwerking kunnen hebben in de mate dat de betrokken Executieven bereid zijn er gevolg aan te geven - mogen dan ook niet derwijze worden geconcipieerd dat aan de naleving of de niet-naleving ervan rechtsgevolgen worden verbonden die de nationale overheid op enigerlei wijze zouden binden. De eventuele weigering van de Executieven om afgevaardigden aan te wijzen - om welke reden dan ook - mag met andere woor-

den de geldige beraadslaging (van zulke adviesorganen) niet in de weg staan" (1).

In de bepalingen van 11° tot 15° verdient het bovendien de voorkeur te schrijven :

"11° een lid aangewezen door de Vlaamse Executieve;

12° een lid aangewezen door de Waalse Gewestexecutieve;

13° een lid aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve;

14° een lid aangewezen in zijn midden door de Nationale Hoge Raad voor minder-validen;

15° een lid aangewezen in zijn midden door de raad van bestuur van de Post".

Artikel 2.

1. Het eerste lid moet als volgt worden gesteld :

"Art. 2. De Voorzitter van het comité wordt door Ons benoemd. De overige leden worden benoemd door de minister tot wiens bevoegdheid Verkeerswezen behoort".

---

(1) Advies van de Raad van State van 24 april 1990 over een voorontwerp van wet houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken (Gedr. St., Senaat, 1990-1991, 1067/1).

2. Het tweede lid bepaalt dat het aantal leden van het comité, met inbegrip van de voorzitter, even is. Voor de voorzitter kan bijgevolg geen uitzondering worden gemaakt bij de taalkundige verdeling. De woorden "eventueel uitgezonderd de voorzitter" moeten dus vervallen en men schrijve : "de voorzitter inbegrepen".

3. Het zou beter zijn het derde lid als volgt te stellen :

"De voorzitter mag geen gewone activiteit uitoefenen in de handel of in de nijverheid; hij wordt gekozen wegens zijn deskundigheid inzake de door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen verleende diensten".

Artikel 3.

Voor deze bepaling wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 3. De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen neemt het secretariaat van het comité waar".

Artikel 4.

De ontworpen bepaling luidt als volgt :

"Het raadgevend comité stelt zijn huishoudelijk reglement op en brengt dit ter kennis van de Minister van Verkeerswezen en van de voorzitter van de Raad van Bestuur van het bedrijf".

Artikel 47, § 1, eerste lid, van de voormelde wet van 21 maart 1991 bepaalt het volgende :

"De Koning regelt de samenstelling en de werking ervan (van het comité) bij een in Ministerraad overlegd besluit".

Het is dus aan de Koning de voorschriften voor de werking van het comité vast te stellen. Voor het opstellen van het huishoudelijk reglement, waarin de kern van de voorschriften voor de werking van het raadgevend comité vervat moet zijn, mag Hij zijn bevoegdheid niet aan het comité overdragen.

Het ontworpen besluit moet bijgevolg worden aangevuld met bepalingen waarin de Koning zelf de belangrijkste voorschriften voor de werking van het comité vaststelt.

Op die voorwaarden kan artikel 4 behouden blijven, aangezien het huishoudelijk reglement er in dat geval toe beperkt zou zijn detailkwesties te regelen.

2. Aan het slot van artikel 4 schrijve men : "... van de raad van bestuur van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen".

Artikel 5.

De bepaling zou eenvoudiger worden gesteld als volgt :

"Art. 5. De voorzitter kan op de vergaderingen deskundigen uitnodigen".

Artikel 6.

De bepaling moet als volgt worden gesteld :

"Art. 6. Onze mInister tot wiens bevoegdheid Verkeerswezen behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE,

P. GOTHOT, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. P. HERBIGNAT, auditeur adjoint.

La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. S. SAINT-VITEUX, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. HERBIGNAT, adjunct-auditeur.

De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. S. SAINT-VITEUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.